

CE MONDE QUI BOUGE

Crise du monde arabe, l'Algérie est-elle à l'abri ?

Le Grand-Moyen-Orient (GMO), ce projet cher à George Bush, mis au point par les néoconservateurs américains pour détruire les Etats-nations sous prétexte de démocratisation des sociétés arabes, est-il en train de se réaliser sous nos yeux ? Si l'on en juge par ce qui se passe en Syrie, en Irak, en Egypte, en Libye, on serait tenté d'y répondre par oui. Mais la réalité est tout autre.



Par Hassane Zerrouky

Quand en Tunisie et ailleurs, des centaines de milliers de personnes, parmi lesquelles un nombre important de femmes, sont descendues dans la rue pour crier leur colère, elles étaient mues par une soif de liberté et de demande de dignité face à des pouvoirs autoritaires et corrompus, et ce, dans un contexte d'aggravation des conditions socio-économiques où le chômage des jeunes, notamment des diplômés, se situait selon les pays entre 30 et 40%, et de corruption endémique.

Par conséquent, les révoltes populaires ayant emporté Moubarak, Ben Ali – Kadhafi est un cas différent – ne participaient pas d'un complot ourdi par un Occident impérialiste qui, il ne faut pas l'oublier, avait été pris de court par les événements. Barack Obama, par exemple, a bien tenté dans un premier temps de sauver le pouvoir de Moubarak avant de se résoudre à le sacrifier. Il en a été de même de Nicolas Sarkozy, surpris par la chute de Ben Ali dont le pays devait assurer le secrétariat de l'Union pour la Méditerranée (UPM).

Ce n'est qu'ensuite que les Etats-Unis et leurs alliés ont décidé d'accompagner ce mouvement de révolte sans précédent pour lui imprimer un cours conforme à leurs intérêts géostratégiques. De ce fait, l'intervention de l'Otan en Libye participait de la volonté des puissances occidentales et de leurs alliés arabes du Golfe de ne pas laisser s'instaurer une situation pouvant leur échapper, quitte pour ce faire à propulser au-devant de la scène des groupes islamistes, en les armant et en les encadrant. En Egypte, le choix s'était porté sur les Frères musulmans, qui avaient pourtant pris le train de la révolte en marche. Mohamed Morsi, devenu chef d'Etat, avait étudié aux Etats-Unis. La CIA se félicitait même de bien le connaître ! Même cas de figure en Tunisie où Ennahdha s'était engagé en faveur d'une «alliance stratégique» entre la Tunisie et les Etats-Unis. Quant à la Syrie, les prévisions de Washington et de ses alliés saoudiens et qataris, qui pensaient rééditer le scénario libyen en poussant l'opposition syrienne à radicaliser ses positions, ne se sont pas réalisées comme escomptées. Le pays a vite plongé dans la guerre civile et les islamistes, dont le poids avait été volontairement sous-estimé afin de ne pas faire peur à l'opinion occidentale, sont aujourd'hui la principale force d'opposition armée à Bachar. Trois ans après, ce qui au départ était plus une révolte populaire qu'une révolution – ce dernier terme mériterait une analyse approfondie – est en train de tourner à un conflit régional. La crise syrienne a débordé au Liban, puis en Irak, où elle a ravivé les tensions entre sunnites et chiites déjà exacerbées par l'intervention américaine en 2003. Et avec la chute de Fallouja, ancien bastion de la résistance irakienne à l'occupation US, désormais aux mains de l'Etat islamique en Irak et au Levant (EIL, affilié à Al Qaïda), l'Iran serait tenté d'intervenir pour éloigner le feu qui se rapproche de ses frontières. La Jordanie, où se trouvent des centaines de milliers de réfugiés syriens, risque à son tour d'être emportée : les islamistes de toutes obédiences menacent ouvertement cette monarchie alliée des Etats-Unis. Autre acteur régional, qui risque également d'être entraîné dans la tourmente, la Turquie dont le territoire sert de base arrière aux insurgés islamistes.

Et ce, sans compter l'Egypte où la violence gagne de plus en plus de terrain et la Tunisie où les djihadistes d'Ansar Chariâa font peser de sérieuses menaces sur le pays. Même les pays du Golfe seront tôt ou tard rattrapés par le feu qu'ils n'ont eu de cesse d'attiser. Quant au règlement de la crise palestinienne ... Et l'Algérie ? A vrai dire les tensions à ses frontières Est (Libye et Tunisie), Sud (Mali) et Ouest (Sahara occidental) conjuguées aux tensions internes sociales et identitaires, pèsent de plus en plus sur une Algérie souffrant de surcroît d'un réel déficit démocratique. D'autant que certains pays occidentaux trouvent le pays trop grand pour ses habitants.

H. Z.

LOI SUR L'AUDIOVISUEL
Messahel résiste aux changements

Pas de concession de la part de Messahel. Le ministre de la Communication a introduit un amendement de l'article 7 tout juste pour apporter une précision «linguistique» au sujet des chaînes thématiques. L'esprit de la loi reste inchangé en dépit des nombreuses critiques émises par les députés.

Nawal Imès - Alger (Le Soir) - Le ministre de la

Communication a défendu hier le texte relatif à l'activité audiovisuelle devant les députés. Très critiqué et soupçonné d'avoir pesé de tout son poids pour le retrait d'un amendement relatif à l'autorisation de chaînes généralistes, Messahel a assuré n'avoir pas pour tradition d'interférer dans le travail des commissions de l'APN. Il concède que la définition de la chaîne thématique telle que stipulée dans l'article 7 de ladite loi pouvait être à l'origine de la confusion. Une confusion qui, dit-il, sera désormais levée grâce à l'amendement en question. Le ministre continue de vendre le concept de la chaîne thématique à plusieurs thèmes. La composante et la mission de l'autorité de régulation ont également fait l'objet de beaucoup de critiques. Ces dernières ont été balayées d'un revers de la main par Messahel qui assure que l'Algérie n'a fait que reproduire des modèles déjà existants sous d'autres cieux. A ceux qui critiquent la composante de cette autorité,

Messahel répond que sa crédulité sera tirée de sa capacité d'être indépendant et qui se vérifiera sur le terrain. Questionnés sur l'attribution des fréquences, le ministre sera on ne peut plus clair : les fréquences sont la propriété de l'Etat algérien et c'est à lui via la Télédiffusion algérienne (TDA) que revient la charge d'attribuer les créneaux. Il s'agit, selon Messahel, d'une question de souveraineté nationale qu'il n'est pas question de négocier. Actuellement, la TDA est en mesure d'attribuer 13 fréquences seulement. Une capacité appelée à augmenter plus tard. Pour les radios privées, il faudra cependant attendre un peu plus longtemps. Selon le ministre de la Communication, les fréquences sont actuellement indisponibles. Il faudra attendre que l'Algérie introduise une demande auprès de l'Organisation internationale des télécommunications (UIT) pour voir son quota de fréquences augmenter. Il s'agit pour le ministre de «contraintes objectives» et non pas d'une volonté de contrôle. Même



Photo : Samir Sid.

logique adoptée pour défendre le texte qui, selon lui, doit être appréhendé dans sa globalité. Il était, selon ses dires, impératif d'être en conformité avec l'esprit de la loi organique sur l'information pour ne pas courir le risque de voir la loi déclarée anticonstitution-

nelle par le Conseil constitutionnel. Après l'intervention de 160 députés ayant une cinquantaine d'amendements proposés, la loi sera soumise au vote le 20 janvier. Elle sera sans surprise votée sans changements notables.

N. I.

APRÈS UN ÉCHANGE
AVEC UN DÉPUTÉ DU FLN
Les députés du FFS quittent l'hémicycle

Les débats mornes et sans reliefs sur l'activité audiovisuelle se sont subitement animés en fin d'après-midi. L'intervention du député Lakhdari appartenant au FLN a mis le feu aux poudres. En affirmant que certains partis qui critiquent les «résidus du parti unique» n'étaient pas en mesure de mettre de l'ordre dans leurs propres formations, ledit député a provoqué le courroux des députés du FFS qui se sont sentis visés. Le groupe parlementaire a bruyamment quitté l'hémicycle en répondant de manière virulente au député du FLN.

N. I.

ABDELMALEK SELLAL À PARTIR DE MOSTAGANEM :
«Rien ni personne ne nous déviara de notre trajectoire»

De notre envoyé spécial à Mostaganem, Kamel Amarni

Les sorties de Abdelmalek Sellal à l'intérieur du pays en ce début 2014 ne diffèrent décidément en rien de celles effectuées, à cadence effrénée, durant tout le dernier trimestre de l'an dernier. Même topo, même discours, surtout ! Il n'est jamais question de rien d'autre que de «vendre» le «quatrième mandat» pour Abdelaziz Bouteflika !

A Mostaganem, hier mercredi comme à Mascara la veille, l'étape phare de la visite, la fameuse rencontre avec les «représentants de la société civile», en fait un authentique meeting d'une vraie campagne électorale, la chose est «déclinée» de la même manière. Il s'agit d'une réelle mécanique bien huilée désormais et plus précisément depuis la visite du Premier ministre dans la wilaya de Chlef le 21 novembre 2013 : le P/APW annonce crument la couleur en se prononçant «au nom de l'ensemble des habitants de la wilaya de Chlef» pour «exhorter son excellence le Président Abdelaziz Bouteflika à se présenter pour un quatrième mandat... etc». Après le wali qui répètera la même chose mais de manière moins crue, vient le tour de Sellal. A Mostaganem, et avant même l'hommage habituel aux symboles et aux personnalités marquantes locales, le Premier

ministre attaque d'emblée : «Il nous faut toujours rappeler qui est derrière l'avènement de la stabilité et du redressement économique du pays. C'est le Président Abdelaziz Bouteflika, c'est le Président de ce grand pays qui est l'Algérie.» En cette conjoncture spécialement, ce type de «rappel» n'est certainement pas innocent. Cela dit, le discours de Sellal demeure immuable. Pour lui, il s'agit de «préserver cet acquis précieux qu'est la stabilité, laquelle stabilité reste la source de tout développement». Cette fois, il ne parlera pas d'économie lui préférant l'actualité «brûlante», celle qui a défrayé la chronique dans la wilaya de Ghardaïa. En des termes allusifs, toutefois. «Il est vrai, nous ne renions pas certaines divergences qui éclatent, de temps en temps, entre nous. Mais heureusement, nous nous en remettons à chaque fois à nos sages. Nos référents demeurent toujours, nos valeurs qui font notre identité et notre personnalité, à savoir l'Islam, l'arabité et l'amazighité. Notre culture en général et Mostaganem en offre le meilleur exemple.» Pour Sellal, «il faut toujours tenir compte de ces valeurs et de ces spécificités culturelles et civilisationnelles dans tout plan de développement qui sera consacré à l'avenir pour cette wilaya». Comme le veut l'usage dans toute campagne électorale, Sellal lancera même cette lourde promesse : «Soyez certains que votre

Etat et votre gouvernement œuvreront à développer ce pays !» Il le répètera dans sa deuxième intervention devant les «représentants de la société civile». «Rien ni personne ne nous arrêtera ou nous déviara de notre trajectoire. (...) Nous reconnaissons certaines de nos insuffisances et nous sommes en mesure de les combler. Mais notre engagement et notre détermination sont très forts pour préserver la stabilité et pour poursuivre l'édification d'une Algérie prospère et qui passera à un palier supérieur et jouer un rôle d'une autre dimension dans le Bassin méditerranéen. C'est cela la vision du Président Abdelaziz Bouteflika.»

Celui qui avait conduit à deux reprises la campagne électorale de Bouteflika estime que, de nos jours, l'Algérie «possède tous les moyens et toutes les capacités d'une vraie renaissance. Il nous faut saisir cette opportunité». Puis, cette note d'optimisme : «On a souvent parlé de Mostaganem comme point de départ des harraga. Vous savez tous que cela est faux car ce phénomène des harraga n'est plus qu'une mode qui appartient au passé.» Il faut dire que la campagne électorale du pouvoir monte de plus en plus en cadence en ce début janvier. D'ailleurs, Abdelmalek Sellal est attendu dans la wilaya de Blida pour après-demain, samedi.

K. A.